

# ALGÉRIE : BOUTEFLIKA RECOULE POUR SAUVER LE RÉGIME

► Abdelaziz Bouteflika, le président algérien, ne sera pas candidat à un cinquième mandat et l'élection du 18 avril est reportée, a-t-il indiqué lundi 11 mars par courrier

► Une conférence nationale pour réformer le système politique devrait fixer avant la fin de l'année la date du scrutin

► Le régime tente ainsi, en dehors de toute base légale, d'organiser la transition en prolongeant le quatrième mandat du président

► Après cette première victoire des manifestants, les appels à la mobilisation se multiplient pour un réel changement



ÉDITORIAL

## LE DÉSARROI DU POUVOIR

Le mouvement est lancé et, faute d'avoir été pris au sérieux à temps, il ne s'arrêtera pas. Pour la deuxième fois depuis le début de la contestation populaire le 22 février, le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a offert une concession aux manifestants, lundi 11 mars, dans l'espoir de sauver le régime. En vain : pour la deuxième fois, ses propositions ont échoué à faire taire les revendications.

La première réponse de M. Bouteflika, le 3 mars, avait été de proposer aux Algériens de l'élire pour un cinquième mandat qu'il s'engagerait à ne pas terminer ; une conférence nationale « inclusive » serait mise en place pour organiser une transition et une nouvelle élection présidentielle, à laquelle il ne serait pas candidat.

LIRE LA SUITE PAGE 30

## ALGÉRIE : LE DÉSARROI DU POUVOIR

ÉDITORIAL **M**

De toute évidence, ni le président – qui, à 82 ans, très diminué physiquement, se trouvait alors hospitalisé en Suisse et dont nul ne peut dire s'il est maître de ses décisions ou si son entourage décide pour lui – ni ceux qui tiennent les rênes du pouvoir à Alger n'avaient pris la mesure de la profondeur de l'indignation populaire face à cette cinquième candidature.

Non seulement la contestation s'est alors amplifiée, mais elle a évolué. Du rejet du cinquième mandat d'un chef d'Etat invisible qui a outrepassé son authentique légitimité historique, les revendications se sont étendues à une volonté plus large de chan-

gement, celle d'un changement de système. Mais le régime est resté sourd. A la veille d'une nouvelle vague de manifestations, le 7 mars, il a tenté l'intimidation en faisant appel au spectre de la guerre civile. Nouvel échec : les Algériens ont été encore plus nombreux à descendre dans la rue, le 8 mars, dans toute leur diversité et à travers tout le pays.

De retour chez lui lundi, le président Bouteflika a sorti sa deuxième carte. Cette fois, il renonce à un cinquième mandat, annonce le report de l'élection présidentielle et entend procéder directement à l'étape proposée précédemment, celle d'une conférence nationale inclusive.

Il est trop tard. Le régime ne réalise pas qu'en formulant ces concessions tardives et insuffisantes, l'une après l'autre, il a déjà perdu la partie. En trois semaines, les protestataires ont pris conscience de leur pouvoir, celui que Vaclav Havel, héros de la « révolution de velours » tchécoslovaque, appelait « le pouvoir des sans-pouvoir ». La peur a disparu, le fantôme de la décennie noire et de ses 200 000 morts a été chassé par une jeunesse libérée du poids de cette mémoire trop lourde. Les Algériens ont retrouvé leur voix, ils se sont retrouvés eux-mêmes. Ils ont montré, de manière joyeuse et éclatante, la force d'une contestation pacifique.

En plein désarroi, le régime algérien n'a toujours pas compris, ou ne veut pas comprendre. Il entend prolonger le quatrième mandat du président, en dehors de toutes dispositions constitutionnelles, sans même fixer de date à son départ, car il veut encore contrôler la transition de bout en bout. Sauver ce qui peut être sauvé. Il paie aujourd'hui sa paralysie, son incapacité à organiser la succession d'un dirigeant qu'il voulait croire immortel, son refus de laisser émerger des figures susceptibles de rénover le système. Dans ce clan du pouvoir, où s'entremêlent inextricablement, dans la plus grande opacité et à l'abri de la mémoire des héros de l'indépendance, les intérêts de l'Etat, de l'armée et d'une économie confisquée, aucun écart ne pouvait être toléré.

C'est aussi ce qui rend la situation présente particulièrement compliquée. La rue a le pouvoir, mais il lui manque la méthode pour passer à l'étape suivante. La relève n'est pas prête, ou du moins n'est-elle pas encore connue. Il n'y a ni Havel à hisser sur le trône, ni Adolfo Suarez post-franquiste pour mener cette indispensable transition. C'est cette tâche qui incombe aujourd'hui à l'opposition et au pouvoir algériens : trouver les acteurs sincèrement capables de bâtir sur cet extraordinaire mouvement spontané les bases d'un avenir librement choisi. ■

# Le régime veut rester maître de la transition

Abdelaziz Bouteflika renonce à un cinquième mandat et reporte l'élection présidentielle sans fixer de date

ALGER - correspondance

**A**bdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis vingt ans, ne sera pas candidat à un cinquième mandat. Et l'élection présidentielle prévue le 18 avril est reportée. L'annonce a été faite, lundi 11 mars au soir, par une lettre signée du président et adressée aux Algériens. Après deux semaines d'absence – il était hospitalisé en Suisse – et une vague de contestation populaire d'une ampleur sans précédent depuis l'indépendance du pays, le chef de l'Etat renonce formellement à se faire réélire à la tête du pays. Il ne s'est plus exprimé de vive voix depuis l'AVC dont il a été victime en 2013.

« Il n'y aura pas de cinquième mandat et il n'en a jamais été question pour moi », affirme le président algérien, en invoquant son âge et sa santé, une semaine après avoir confirmé sa candidature... « Bien sûr, je n'ai plus les mêmes forces physiques qu'avant (...), mais la volonté inébranlable de servir la patrie ne m'a jamais quitté et elle me permet de transcender les contraintes liées aux ennuis de santé », avait-il expliqué en annonçant sa candidature, le 10 février.

## « GRANDE SUPERCHERIE ? »

La nouvelle a été accueillie dans un premier temps avec joie. Elle répond ainsi à l'une des principales revendications de la mobilisation populaire. Mais le soulagement a vite fait place aux doutes, comme l'ont montré les titres des principaux journaux algériens : « Bouteflika prolonge le quatrième mandat » (*El Khabar*), « Bouteflika partira, le système attendra ! » (*El Watan*), « Bouteflika propose aux Algériens une "transition" gérée par le pouvoir » (*TSA*).

Si les propositions constituent une avancée pour un régime qui considèrerait, il y a encore quelques semaines, qu'il n'y a aucune crise politique et que les institutions fonctionnent normalement, elles lui offrent aussi, en reportant l'élection présidentielle, un allongement de l'actuel mandat présidentiel, au-delà du terme prévu par la Constitution, et lui permet d'organiser sa sortie.

Le nouveau scrutin aura lieu à la suite d'une conférence nationale dite « inclusive et indépendante » chargée de réformer le système politique et d'élaborer un projet de Constitution. Celle-ci sera dotée de « tous les pouvoirs » pour engager les réformes et sera « représen-

tative » des courants de la société, sous la direction d'une « instance présidentielle plurielle » avec à sa tête « une personnalité nationale indépendante, consensuelle et expérimentée ». Elle devra terminer son travail avant la fin de l'année 2019 avec un projet de nouvelle Constitution à soumettre à référendum, et fixer également la date de l'élection présidentielle.

La « feuille de route » proposée est en fait pratiquement la même

## LE SOULAGEMENT A VITE FAIT PLACE AUX DOUTES.

### SELON LE QUOTIDIEN

## « EL WATAN », « BOUTEFLIKA PARTIRA, LE SYSTEME ATTENDRA »

que celle annoncée le 3 mars lors des dépôts de dossiers de candidature au Conseil constitutionnel : dans un message lu par son directeur de campagne, Bouteflika promettait, « s'il était élu », de mener des réformes et d'abrèger son mandat en appelant à une élection présidentielle anticipée. « Propositions de Bouteflika : une grande supercherie ? », fait ainsi semblant de s'interroger le site TSA, qui poursuit : « Les Algériens sont-ils donc sortis par millions dans les rues pour permettre au pouvoir d'appliquer le plan qui était le sien dès les derniers mois de l'année 2018 ? »

La perspective d'un report de la présidentielle n'est en effet pas nouvelle et avait cheminé avant même le début de la contestation dans les rues. Elle avait été mise sur la table en décembre 2018, quand Abderrazak Makri, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste tendance Frères musulmans) et officiellement membre de l'opposition, avait de façon surprenante ouvertement plaidé pour un report du scrutin au nom du « consensus national », dans une adresse « aux décideurs, aux politiques et aux sages ».

L'idée d'un ballon-sonde, lancée en partie en concertation avec un pouvoir conscient du caractère potentiellement intenable d'une nouvelle candidature présidentielle, apparaît d'autant plus évidente que l'initiative de M. Makri avait été, dans un premier temps, accueillie favorablement par le Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (TAJ), l'un des partis de l'alliance majoritaire, puis tacitement par le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique

(RND), les deux poids lourds politiques du pouvoir, qui soutenaient alors un « projet de conférence nationale ».

Méfiant et craignant de se faire enfermer dans un face-à-face destiné à mieux légitimer le maintien du clan présidentiel aux commandes, les autres partis de l'opposition parlementaire avaient en retour décliné l'initiative. Trois mois – et trois semaines de manifestations – plus tard, ce sont les mêmes leviers qui sont actionnés, cette fois depuis le sommet du pouvoir, désireux de garder la main sur le processus de transition.

## « COUP D'ETAT »

Mais il le fait cette fois dans la panique. Pour preuve : l'absence, à cette heure, de toute base légale au processus engagé par la lettre du président algérien, qui, dans les faits, prolonge son mandat en annonçant son maintien à son poste au moins jusqu'à la fin de l'année. Or, bien qu'amendée et triturée au fil des mandats de Bouteflika, la Constitution ne prévoit pas de repousser une élection, si ce n'est en cas « d'empêchement du président [en exercice] pour cause de maladie grave et durable », ce qui n'aurait laissé qu'une centaine de jours pour convoquer une nouvelle élection, une hypothèse écartée par le régime.

Ne restent que des dispositions prévues en cas de crise majeure, tel l'état d'exception « lorsque le pays est menacé d'un péril imminent dans ses institutions, dans son indépendance ou dans son intégrité territoriale ». Mais le recours à un tel article constitutionnel s'apparenterait à un « coup d'Etat » au regard du caractère pacifique de la contestation et à re-

## LE BRAS DE FER AVEC LA RUE EST LOIN D'ÊTRE TERMINÉ. LES APPELS À POURSUIVRE LES MANIFESTATIONS SE MULTIPLIENT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

bours de la main tendue à la société par le régime, lundi soir. « Il n'y a pas de base légale pour reporter les élections. En cas de crise politique, la Constitution algérienne est partiellement inefficace », estimait ainsi, lundi soir, Fatiha Benabou, professeure à l'université d'Alger et spécialiste de droit constitutionnel, interrogée par l'Agence France-Presse.

Un nouveau gouvernement va

également être formé. Le très impopulaire premier ministre, Ahmed Ouyahia, a été remplacé par Noureddine Bedoui, jusque-là ministre de l'intérieur. Ramtane Lamamra, ancien ministre des affaires étrangères et qui avait la charge de la campagne de Bouteflika auprès des Algériens de la diaspora, est nommé vice-premier ministre. Quant à l'ex-diplomate Lakhdar Brahimi, proche du chef de l'Etat, il est pressenti pour jouer un rôle dans les instances de la transition. Il a en tout cas été reçu hier par le chef de l'Etat. « Le Conseil constitutionnel continuera à assumer ses responsabilités en matière d'élection présidentielle », a assuré sans plus de précisions Ramtane Lamamra, qui, dans un entretien à RFI, a promis que les « Algériens bâtiront ensemble un avenir meilleur et démocratique ».

Face à ces signaux d'une transition sous contrôle, l'opposition n'a pas tardé à donner de la voix. L'ancien chef du gouvernement, et candidat potentiel à une future présidentielle, Ali Benflis, a, lui, qualifié les mesures annoncées de « coup de force contre la Constitution où des forces non constitutionnelles ont décidé de prolonger le quatrième mandat après avoir tenté d'imposer le cinquième. Cette agression contre la Constitution permet à ces forces anticonstitutionnelles de s'emparer des prérogatives d'un président absent des centres de décision ».

## REPRENDRE LA MAIN

Soufiane Djiali, président du parti Jil Jadid et membre du collectif Mouwatana (« citoyenneté »), a salué une « première partie gagnée ». « Il ne faut pas arrêter la mobilisation de la rue. Il n'est pas question que la présidence actuelle se prolonge jusqu'à la fin de 2019. Aucune confiance », a-t-il lancé, avant d'ajouter : « Soyons là ce vendredi à la marche. Le complot a commencé. »

Abdelaziz Bouteflika et ses proches ont tenté, lundi 11 mars, de reprendre la main sur le cours des événements en renonçant formellement à un cinquième mandat. Une façon de lâcher un peu pour ne pas tout perdre. Mais le bras de fer avec la rue, qui vient de remporter une première manche, est loin d'être terminé. Les appels à poursuivre les manifestations se multiplient sur les réseaux sociaux. Une première réponse à la proposition du régime sera apportée vendredi, jour traditionnel des rassemblements. ■

AMIR AKEF

ET MADJID ZERROUKY (À PARIS)

## VERBATIM

« L'Algérie traverse une étape sensible de son histoire. Ce 8 mars, pour le troisième vendredi successif, d'importantes marches populaires ont eu lieu à

travers le pays. J'ai suivi ces développements et, comme je vous l'ai déjà annoncé le 3 de ce mois, je comprends les motivations des nombreux compatriotes qui ont choisi ce mode d'expression dont je tiens, une fois de plus, à saluer le caractère pacifique. (...) Il n'y aura pas de

cinquième mandat et il n'en a jamais été question pour moi, mon état de santé et mon âge ne m'assignant comme ultime devoir envers le peuple algérien que la contribution à l'assise des fondations d'une nouvelle République, en tant que cadre du nouveau système algérien que

nous appelons de tous nos vœux. Cette nouvelle République et ce nouveau système seront entre les mains des nouvelles générations d'Algériennes et d'Algériens. »

**Abdelaziz Bouteflika**, président de l'Algérie

# « L'annonce présidentielle n'est pas constitutionnelle »

L'enjeu pour la mobilisation issue de la rue est de s'institutionnaliser, estime la chercheuse Amel Boubekeur

## ENTRETIEN

TUNIS - correspondant

**A**mel Boubekeur est chercheuse en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales, auteure d'études sur l'islamisme algérien, elle a aussi travaillé sur les musulmans de France, signant notamment *Le Voile de la mariée: jeunes musulmanes, voile et projet matrimonial en France* (L'Harmattan, 2004).

**Le retrait de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika est-il une victoire de la rue ou une manœuvre dilatoire du régime ?**

**Amel Boubekeur :** Il ne s'agit pas d'une grande surprise. Ce scénario était très attendu et même craint, dès le début, par les manifestants hostiles à son cinquième mandat. Il y avait la conscience très présente du risque d'une instrumentalisation des demandes de changement pour faire durer le régime.

Mais paradoxalement, cette annonce de M. Bouteflika renforce le sentiment chez les Algériens et les manifestants qu'il s'agit d'une victoire, qu'une telle concession n'aurait pas été imaginable avant les manifestations. Le régime faisait comme si le peuple n'existait pas. Ce lundi soir, les Algériens éprouvaient une satisfaction, car ils percevaient une inflexion du régime au regard de son attitude d'il y a un mois. Le pouvoir a, finalement, été obligé de reconnaître l'existence de cette demande de participation politique indépendante. Mais cela va déterminer les manifestants à continuer leur mouvement pour entrer dans une vraie négociation. C'est maintenant que ça commence.

**Qu'est-ce qui semble aux protestataires le plus contestable dans le « message » adressé lundi aux Algériens par le chef de l'Etat ?**

Il s'agit des récits habituels du régime sur la réforme par une révision constitutionnelle. Car le problème n'est pas de mettre en œuvre une nouvelle Constitution mais de respecter déjà les lois qui existent, la Constitution en vi-

gueur. L'annonce présidentielle elle-même n'est pas constitutionnelle. C'est déjà un mauvais départ. Et puis le personnel politique est le même. Le ministre de l'intérieur [Noureddine Bedoui] qui était chargé de la supervision des collectivités locales lors des élections du 18 avril se retrouve premier ministre. La blague qui tourne en ce moment sur les réseaux sociaux est la suivante : M. Bouteflika, sachant qu'il ne pouvait briguer un cinquième mandat, a décidé de prolonger son quatrième. Finalement, cette annonce traduit un mouvement de panique à la tête du régime, la volonté de ne pas voir la transition échapper à son contrôle.

**Pourquoi un mouvement de panique ?**

Il y a énormément d'initiatives, dans les universités ou les villes hors d'Alger, émanant de gens qui essaient depuis le 8 mars d'organiser des conseils locaux. Les universitaires donnent des conférences ouvertes sur l'accompagnement des transitions. Et quand on voit que les employés de la Sonatrach [la Société nationale des hydrocarbures], soit le cœur du système algérien de redistribution de la rente, se sont mis eux-mêmes en grève, c'est que la contestation a infiltré même les arcanes

**« CETTE ANNONCE TRADUIT UN MOUVEMENT DE PANIQUE A LA TÊTE DU RÉGIME, LA VOLONTÉ DE NE PAS VOIR LA TRANSITION ÉCHAPPER À SON CONTRÔLE »**

les plus « clientélisées » de ce système. Cela sonne comme une alarme pour le régime, la nécessité de reprendre le contrôle.

**Comment décrypter le jeu des factions dans les coulisses du pouvoir ?**

Pour l'armée, le véritable test sera la manière dont elle entérinera le caractère pacifique des manifestations de vendredi

15 mars, car les gens continuent d'appeler à manifester. Si l'armée accepte, si elle n'intervient pas, ce sera déjà un moment important qui influencera la transition à venir. Maintenant, au-delà du mythe de la lutte des clans, ce qu'il faut bien regarder, ce sont ces questions centrales : la redistribution de la rente, la réconciliation, la justice transitionnelle, qui n'ont pas été abordées dans le projet de M. Bouteflika. Absolument pas. On voit donc bien qu'il y a toujours un régime cohérent qui fait front derrière l'impératif de perpétuer ses intérêts, de les proroger en tentant de prendre le contrôle de la transition.

**Pourquoi qualifiez-vous de « mythe » la thèse d'une lutte des clans au sein du régime ?**

Même si cette lutte existe, ce qui se déroule depuis le deuxième mandat de Bouteflika relève bien plus d'une politique de neutralisation mutuelle entre le clan présidentiel et l'armée – et les services de sécurité – que d'un réel affrontement. C'est le sens qu'il faut donner aux affaires de corruption qui émergent de temps à autre, ou aux poursuites visant les services de sécurité en relation avec les crimes de guerre des années 1990. Certes, Bouteflika a élargi sa clientèle. Il y a un certain nombre de petits partis, en fait des ersatz du Front de libération nationale (FLN) ou du Rassemblement national démocratique (RND) [partis membres de l'« alliance présidentielle »], qui ont été autorisés à se former depuis 2013 pour justement soutenir et élargir les franges de soutien au régime. Donc, l'idée en haut lieu est : plus on corrompt de larges franges de la société, plus le système sera solide, et plus tous ces clans pourront se maintenir dans une neutralisation mutuelle.

En réalité, le système a été pris à son propre piège en institutionnalisant le concept d'un président civil pour mettre fin à la « décennie noire » des années 1990. Car la succession s'est révélée inimaginable au-delà et en dehors de la figure de M. Bouteflika. Maintenir ce der-

nier coûte que coûte était une option qui correspondait aux intérêts de l'ensemble des clans, et pas seulement de ceux du clan présidentiel.

**Qu'est-ce qui pourrait consacrer une victoire totale de la rue ?**

Il faut bien séparer deux choses : le rôle de pression des manifesta-

tions ; et ce qui se construit en parallèle comme volonté de traduire cette mobilisation informelle dans les institutions formelles. Au-delà de la rue, l'enjeu aujourd'hui est de « reconnecter », c'est-à-dire de donner à ce mouvement un caractère politique officiel alors même que la vie publique officielle est parasitée et accaparée par le régime. On en perçoit le prélude depuis quelques jours, notamment avec la mobilisation des étudiants et des professeurs qui ont décidé de rejeter la décision du ministre de l'éducation nationale d'avoir des vacances anticipées et de fermer les universités.

En fait, il s'agit chez les manifestants d'une espèce de tentative de réappropriation de l'Etat, et de ses institutions, pour annuler le parasitage politique du régime sur la vie des Algériens. Il s'agit d'un processus de transition de longue haleine qui ne fait que commencer. Ce processus passe, d'une part, par une négociation entre la rue et le système. Sous la pression, il est très probable que ce dernier propose de nouvelles portes de sortie. D'autre part, la négociation met aux prises les Algériens eux-mêmes. Ceux-ci essaient d'apprendre à parvenir à un consensus ou du moins à un dissensus démocratique et dénué de violence. Il s'agit d'inventer notre propre modèle de transition. Il est encore trop tôt pour savoir quel sera-t-il. Ce qui est sûr, c'est que ni le report des élections ni le remplacement d'hommes du système par d'autres hommes du système sans une vraie réforme des institutions, ne satisfera la rue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC BOBIN

## LES DATES

## 10 FÉVRIER 2019

Dans un « message à la nation », le président Abdelaziz Bouteflika annonce son intention de briger un cinquième mandat.

## 22 FÉVRIER

Des milliers de personnes manifestent contre la candidature du président, prenant de court le régime et l'opposition.

## 24 FÉVRIER

Le président s'envole pour Genève afin « d'effectuer ses contrôles médicaux périodiques ».

1<sup>ER</sup> MARS

Pour le deuxième vendredi consécutif, des milliers d'Algériens manifestent dans tout le pays.

## 3 MARS

Dépôt officiel de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

## 8 MARS

Des manifestations colossales

se déroulent dans tout le pays, tandis que le front autour de la candidature du président se fissure.

## 11 MARS

Le président Bouteflika, de retour en Algérie après deux semaines d'absence, annonce le retrait de sa candidature et le report de la présidentielle.

# Dans les rues algériennes, un sentiment de joie mitigé

Les manifestants célèbrent le renoncement du président mais s'inquiètent de la prolongation de son quatrième mandat

## REPORTAGE

ANNABA - ALGER - correspondance

L'appel à la prière du soir est à peine audible, couvert par le concert des klaxons. Lundi 11 mars, l'extrême est du pays savoure la décision d'Abdelaziz Bouteflika de renoncer à briger un cinquième mandat et de reporter les élections prévues le 18 avril. En plein cœur d'Annaba, sur le cours de la Révolution, on sort « célébrer » ce « moment historique » voire reprendre en chœur un slogan qui semble être devenu l'autre hymne national depuis la première manifestation, le 22 février : « *Makach elkhamssa ya Bouteflika* » (« pas de cinquième [mandat] Bouteflika »). Un moment, la quatrième ville d'Algérie se laisse bercer par l'ivresse de cette victoire. Le pouvoir a bougé.

A 500 km de là, dans la capitale, Samia, 63 ans, apprend la nouvelle devant sa télévision. « *J'en ai perdu le souffle!* », confie cette mère de famille qui avait manifesté le 8 mars pour la première fois depuis trente ans. « *Je savais que le président ne laisserait pas le pays sombrer dans la crise* », poursuit-elle avant que son fils, Hillel, ne tempère sa joie. Pour lui, c'est « *une arnaque. Ils supprimeront l'élection, mais ils restent au pouvoir, le président et son clan* ».

**« NOUS EXIGEONS UN CHANGEMENT RADICAL DU SYSTÈME, NON UN CHANGEMENT DE MARIONNETTES », PEUT-ON LIRE SUR UNE BANDEROLE**

## Macron «salue» la décision de Bouteflika

Emmanuel Macron a salué, mardi 12 mars, la décision du président Bouteflika et appelé à une « transition d'une durée raisonnable ». « *Nous ferons tout, avec amitié et respect, pour accompagner l'Algérie dans cette transition* », a affirmé le président français en visite à Djibouti. « *Je salue la dignité avec laquelle la jeunesse*

dans son message rendu public peu avant 19 heures, Abdelaziz Bouteflika a annoncé la mise en place d'un « *gouvernement de compétences nationales* » pour assurer les affaires de l'Etat et d'une « *conférence nationale* », « *ouverte à tous* », chargée d'élaborer la transition d'ici à la fin de l'année.

### « Non au mandat 4,5 »

Sur la place Maurice-Audin, devenue le lieu des ralliements, dans le centre-ville d'Alger, plusieurs centaines de personnes convergent rapidement malgré la nuit, pour saluer ensemble ce qu'ils estiment être un premier pas. « *Bien sûr qu'on est contents, s'exclame Arezki. Mais ce n'est qu'une réponse à l'une de nos demandes. Il y en a d'autres.* » « *C'est même pas un but. On a marqué un demi-but* », poursuit Ahmed, narquois.

Une femme se réjouit pourtant du départ du premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a présenté sa démission plus tôt dans la journée, immédiatement remplacé par le ministre de l'intérieur Noureddine Bedoui. Non loin d'elle, deux jeunes veulent, eux, parler aux journalistes : « *On n'a pas demandé le départ du président, ils doivent tous partir! Ce sont tous des voleurs!* », lancent-ils alors que des fumigènes sont allumés et que des feux d'artifice éclatent dans le ciel.

Dans ce climat de joie mitigée, un groupe arrive sur la place, tenant une grande banderole blanche sur laquelle a été inscrit : « *Nous exigeons un changement radical du système, non un changement de marionnettes.* » Non loin de là, de la vitre d'une voiture, un jeune garçon brandit son « *Non au mandat 4,5* », comme

une analyse lapidaire de la prolongation – de fait – du 4<sup>e</sup> mandat d'Abdelaziz Bouteflika.

A Annaba, passé l'effet de surprise, la décision de « Boutef » est, là aussi, vite rétrogradée au rang de « première étape ». Pour ceux qui ont bravé la fraîcheur de la nuit, le renoncement du président impotent de 82 ans n'est pas suffisant : « *On veut que tout le système dégage. C'est pour cela qu'on va continuer à marcher* », argue Nasser, 27 ans. Pour cet agent de sécurité à l'université, le report de l'élection présidentielle et le changement de premier ministre – « *Un autre pion du système* », comme il dit – n'est qu'un sursis de plus afin que le pouvoir continue d'exercer son emprise sur le pays. Mais lui en a assez, il ne veut plus continuer à gagner seulement 17 000 dinars (78 euros) par mois, même pas le prix d'une nuit à l'Hôtel Sheraton, building de verre qui surplombe avec insolence la ville côtière. « *Il ne faut pas que l'on tombe dans le piège, nous réclavons le changement radical immédiat. C'est tout* », ajoute-t-il. Lui et d'autres demandent un gouvernement provisoire composé de personnalités respectées et des élections rapidement organisées.

Alors, dans les rues de cette ville qui a poussé sur les ruines de l'ancienne Hippone, les jeunes continuent de crier des « *FLN dégage* » ; à traiter Bouteflika de « *Marocain* » (car il est né à Oujda) ; ils ont ajouté à leurs slogans d'hier un non à « *la prolongation* » de son quatrième mandat, un départ de ses frères qui, selon eux, dirigent le pays. « *On veut que Bouteflika parte tout de suite* », martèlent-ils. « *Il y en a marre de ce clan* », ajoute Abdel, un ado qui serre son dra-

peau dans l'une de ses mains. « *Tous les éléments qui auront servi Bouteflika, même ceux qui étaient appréciés, devront ne plus être en place* », avance Nasser.

### Méfiance

Là comme ailleurs, la joie aura été de courte durée, laissant vite place à la méfiance. On se demande quelles « *dernières cartes* » vont encore jouer les gouvernants pour garder coûte que coûte le pouvoir. « *Mais on ne peut pas opprimer la volonté d'un peuple pour toujours*, prévient Bachir, cadre dans l'éducation nationale. *Je vois qu'il y a une nouvelle effervescence socioculturelle et des leaders vont apparaître. Il y a, parmi eux, beaucoup de jeunes, vous allez voir.* » Le combat contre le « *système Bouteflika* » est loin d'être terminé.

A Alger, à deux pas de la place Maurice-Audin, dans une rue, Lyes fulmine aussi. « *Je ne suis pas content. Il annule les élections? Ce n'est même pas constitutionnel!* », lance-t-il. Son amie Safia renchérit : « *Ramtane Lamamra [nommé vice-premier ministre] et Noureddine Bedoui, c'est du changement? Ils se moquent de nous.* » Tous deux sont rejoints par une jeune femme qui lance en riant : « *Vos pancartes pour vendredi sont prêtes?* » Elle compte bien retourner manifester pour la 4<sup>e</sup> semaine de suite parce qu'« *il ne faut surtout pas relâcher la pression* ». Assis à la terrasse d'un café encore ouvert, Youcef, ingénieur, fait défiler les réactions sur les réseaux sociaux : « *J'ai peur que cette décision nous divise. S'ils arrivent à nous diviser, alors, on aura fait tout ça pour rien.* » ■

ZAHRA CHENAOUI ET ALI EZHAR

d'Algérie a su exprimer sa volonté de changement et ses espoirs», a-t-il ajouté, en évoquant aussi « *le professionnalisme des forces de l'ordre* ». La veille, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, avait exprimé « *l'espoir qu'une nouvelle dynamique à même de répondre aux aspirations profondes du peuple algérien puisse s'engager rapidement* ».